



ENSEIGNEMENT
L'EXÉCUTIF RÉAFFIRME
SON SOUTIEN À LA
SEMAINE DES MÉDIAS **PAGE 28**



L'éducation aux médias et à l'information mène le combat pour la citoyenneté

L'apprentissage de l'esprit critique en classe est réaffirmé avec force par le gouvernement.

ALEXANDRE DEBOUTÉ  @axel_deb

PRESSE L'actualité met tristement sous le feu des projecteurs l'une des spécificités du système français d'éducation: l'existence du Centre pour l'éducation aux médias et à l'information (Clémi), dont la mission est de former les enseignants à l'éducation aux médias. Ce dernier a reçu lundi soir un soutien sans faille du ministre de l'Éducation nationale. À l'occasion d'un conseil d'orientation de ce service dépendant du réseau Canopé (éditeur des ressources pédagogiques multimédia) placé sous la tutelle du ministère, Jean-Michel Blanquer a voulu s'assurer de la mobilisation du corps enseignant pour le retour des élèves après les vacances, le 2 novembre. «*Les valeurs de la République ne doivent pas être ringardisées*», a souligné le ministre. *Il y a des enjeux intellectuels et conceptuels qu'il faut expliquer aux élèves, et des enseignants qu'il faut accompagner dans cette prise de parole.*»

Chaque année, le Clémi forme 25500 enseignants. Son temps fort le plus connu est la Semaine de la presse et des médias à l'école, qui s'adresse chaque année (en mars) à près de 4 millions d'élèves, mobilisant 220 000 enseignants dans 18 600 établissements. La dernière édition, qui s'est tenue du 23 au 28 mars dernier, s'est rebaptisée, confinement oblige, Semaine de la presse à la maison.

«*Le Clémi est un outil très original que la France a mis en place - c'était une première mondiale - dès 1983 alors que c'était loin d'être une évidence à l'époque*», souligne Serge Barbey, son directeur délégué. *Sa création était l'aboutissement d'un combat porté par des pédagogues et des journalistes - comme notamment Ivan Levaï - qui allait à l'encontre de l'opposition qui se voulait*

alors encore absolue entre l'école et les émetteurs d'information, qu'ils soient publics ou privés. Son importance s'est accrue depuis 2014 et surtout 2015.»

En 2014, l'actualité avait été déjà marquée par des tensions autour du modèle républicain d'intégration, notamment un arrêt de la Cour de cassation qui validait le licenciement pour faute grave de la salariée d'une crèche qui refusait d'ôter le foulard islamique dans le cadre de son activité professionnelle. Déjà, des débordements islamiques dans le système. Les attentats terroristes de *Charlie Hebdo* en janvier 2015, puis ceux du 13 novembre de la même année, ont fait prendre conscience avec une cruelle intensité des enjeux autour du développement, chez les écoliers, collégiens et lycéens, d'un esprit critique dans le cadre de leur lecture de la presse et de leur exposition en général aux médias, notamment en ligne. «*Cet enseignement ne vise pas à présenter aux élèves le système médiatique dans lequel ils évoluent mais à leur donner des clés de compréhension leur permettant de prendre de la distance pour penser par eux-mêmes*», poursuit Serge Barbey.

Les attentats de *Charlie Hebdo* ont été un puissant catalyseur. Des tensions sociales et religieuses laissaient clairement entrevoir des conflits possibles entre plusieurs courants de pensée au sein des institutions républicaines, dont l'école. Cette année-là, sous l'égide du Clémi, un site consacré aux valeurs de la République a été créé pour aider dans leur travail les enseignants. Une journaliste de France Inter, Emmanuelle Daviet, aujourd'hui médiatrice des antennes de Radio France et membre de l'Observatoire Éducation et médias du Conseil supérieur de l'audiovisuel

(CSA), a de son côté créé Interclass. Cette opération, qui poursuit aujourd'hui son office, avait été lancée par Laurence Bloch, directrice de France Inter, pour apprendre aux collégiens à «*décrypter la fabrique de l'information*» et à «*construire des passerelles entre des mondes qui s'ignorent*». Elle propose d'embarquer chaque année des collégiens et lycéens dans des reportages réalisés par les équipes de la radio qui sont diffusés à l'antenne l'été suivant.

Socle commun

«*Charlie a marqué un avant et un après*», souligne Serge Barbey. *Mais l'idée qu'il fallait préparer mieux les jeunes à l'exercice de la citoyenneté en démocratie avait déjà été inscrite en juillet 2013 dans la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République qui devait répondre notamment aux nouveaux usages numériques.*» L'éducation aux médias et à l'information a ainsi été intégrée au «*socle commun de connaissances et compétences*» que les jeunes Français doivent avoir acquises en sortant du système scolaire.

Si le sujet revient aujourd'hui violemment sur le devant de la scène, son traitement doit néanmoins continuer à s'inscrire dans le long terme. Si la puissance des réseaux sociaux est encore une fois pointée du doigt, le rôle des enseignants doit rester central. «*L'éducation aux médias rentre dans le cadre de leurs projets pédagogiques*», rappelle Serge Barbey. ■



**La Semaine
de la presse
et des médias
à l'école
s'adresse chaque
année à près de
4 millions d'élèves,
et mobilise
220 000 enseignants
dans 18 600
établissements.**

BRUNO GRANDJEAN